



Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, René REVOL, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS

Transports et Mobilité - Tramway 5ème ligne - Dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique modificative de la ligne 5 de tramway et à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009, puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la réalisation de la 5ème ligne de tramway.

Par délibération n°11737 du 25 juillet 2013, le Conseil s'est prononcé sur l'intérêt général de la réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656 du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de la 5ème ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole. La Déclaration d'Utilité Publique (DUP) a été prorogée pour 5 ans par arrêté préfectoral n°2018.I.638 du 13 juin 2018.

Conformément aux recommandations de la commission d'enquête, cette opération a débuté par le bouclage de la ligne 4, inauguré le 1er juillet 2016, qui constitue le premier maillon de la ligne 5 de tramway.

Par délibération n°14388 du 14 décembre 2016, le Conseil a confirmé la poursuite du projet de la ligne 5 et la nécessité d'engager des études, pour revoir le tracé autour du Parc Montcalm, afin d'obtenir une modification de la DUP initiale.

En effet, dans le cadre de la reconversion de l'École d'Application de l'Infanterie (EAI), la Ville de Montpellier et la Métropole souhaitent aménager le Parc Montcalm en un vaste espace vert de loisirs de 20 hectares ouvert à la population. Le tracé initial de la ligne 5 dans ce secteur est par conséquent incompatible avec cette ambition.

Par délibération n°14926 du 27 septembre 2017, la Métropole définissait les objectifs et les modalités de la concertation pour un nouveau tracé entre le carrefour route de Lavérune / avenue de Vanières et la place du 8 mai 1945.

Par délibération n°M2018-148 du 26 avril 2018, la Métropole a approuvé le bilan intermédiaire de la concertation préalable. Ce bilan a confirmé le passage par la rue Lepic et la traversée de l'EAI, tracé conforme à la DUP. Il a relevé deux scénarii préférentiels entre l'EAI et le carrefour Lavandin / Lavérune. L'un emprunte la rue des Chasseurs, puis la route de Lavérune, l'autre la rue des Lavandins. Le bilan intermédiaire a également précisé que le passage par le boulevard Paul Valéry, puis l'avenue de Vanières, n'assurait que partiellement la desserte du quartier Ovalie. Il a donc été proposé de revoir le périmètre de la modification du tracé entre la rue des Chasseurs et le rond-point Paul Fajon et de poursuivre la concertation.

Par délibération n° M2019-90 du 22 mars 2019, la Métropole a approuvé le bilan de la concertation préalable et le périmètre de modification du tracé de la Ligne 5 sur la section allant de la rue des Chasseurs au rond-point Paul Fajon.

Le tracé modifié préférentiel emprunte la rue des Chasseurs depuis l'EAI, la route de Lavérune, le boulevard Paul Valéry, l'avenue de Vanières, la rue de Bugarel, la rue XV de France, la place de Chine, la rue Rouget de Lisle, jusqu'au rond-point Paul Fajon.

Ce tracé répond aux objectifs de la ligne 5 tout en préservant le parc Montcalm et en étant au plus près des quartiers prioritaires.

Afin de pouvoir modifier le tracé de la ligne 5 sur cette section, il est nécessaire de procéder à une enquête publique. À l'issue de cette enquête et au regard des conclusions de l'enquête, Monsieur le Préfet de l'Hérault prendra un arrêté modificatif de DUP emportant mise en compatibilité du PLU de Montpellier.

À cette étape, il convient donc d'approuver le dossier en vue de sa mise à l'enquête publique et de solliciter Monsieur le Préfet aux fins d'organisation de ladite enquête et de mise en œuvre de la procédure de mise en compatibilité du PLU de Montpellier.

Le dossier d'enquête publique concerne ainsi la modification du tracé de la ligne 5 de tramway sur le secteur allant de la rue des Chasseurs jusqu'au rond-point Paul Fajon. Cette enquête publique modificative porte sur un tracé long de 3,7 km, comprenant 6 stations intermédiaires.

Le reste du tracé de la Ligne 5 reste conforme à la DUP du 28 août 2013.

Le dossier soumis à la procédure d'enquête publique est établi conformément au Code de l'expropriation, au Code de l'environnement, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes en vigueur.

Il est composé comme suit :

- Plan de situation, permettant de connaître la localisation du projet,
- Objet de l'enquête et informations Juridiques et Administratives, présentant le déroulement de l'enquête et les aspects juridiques attenants,
- Notice Explicative, présentant les aspects juridiques, matériels et géographiques de l'opération,
- Plan Général des Travaux, précisant la nature du projet,
- Caractéristiques principales des ouvrages,
- Appréciation Sommaire des dépenses, dans lequel le montant des acquisitions foncières et le coût des travaux sont distingués conformément à la circulaire du 26 mars 1993 du Ministère de l'Intérieur,
- Étude d'impact, rédigée conformément au Code de l'environnement,
- Évaluation socio-économique,
- Avis de l'autorité environnementale et réponse du maître d'ouvrage,
- Dossier de mise en compatibilité du PLU
- Annexes, intégrant notamment les délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole et le bilan de la concertation préalable

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier d'enquête publique, portant à la fois sur l'utilité publique du projet de modification du tracé de la ligne 5 de tramway, sur le secteur allant de la rue des Chasseurs jusqu'au rond-point Paul Fajon tel que figurant en annexe, et sur la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier,
- saisir Monsieur le Préfet de l'Hérault pour mettre en œuvre la procédure de mise en compatibilité du PLU de Montpellier,
- solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique modificative et à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-97599-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Carte modification de tracé
- BE DUP L5 - Préfecture.pdf
- 19-303_PrefetHerault_DossierDUP_L5.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.